

Pourquoi les hétérodoxes ont échoué

 alternatives-economiques.fr/heterodoxes-ont-echoue/00094235

Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, 13 novembre 2020

Divisés, les économistes hétérodoxes ne sont pas parvenus à s'imposer dans le débat et l'enseignement économiques. Faut-il bâtir une approche alternative à l'économie dominante ou chercher à la changer de l'intérieur ?

Le constat est cruel mais réel : après plus de dix ans de mobilisation, les économistes hétérodoxes, ceux qui contestent l'approche économique dominante et ses faiblesses avérées, ont échoué. Ils veulent plus de pluralisme dans les méthodes (des maths et des modèles certes, mais pas uniquement), dans les idées (s'appuyer sur Marx, Keynes et le vaste ensemble des idées économiques et voir leurs travaux reconnus) et mobiliser d'autres disciplines, de la sociologie à l'histoire, etc., pour expliquer l'économie. Mais les orthodoxes, ceux qui contrôlent les budgets de recherche, nomment les professeurs, et dirigent les revues prestigieuses, ne veulent rien savoir.

Après plus de dix ans de mobilisation, les économistes hétérodoxes, ceux qui contestent l'approche économique dominante et ses faiblesses avérées, ont échoué

Ces orthodoxes semblaient pourtant bien mal partis, eux dont les deux affirmations principales juste avant la crise de 2008 étaient que les récessions appartiennent au passé et que les bulles financières n'existent pas ! Une méga crise financière et une pandémie plus tard, les faits n'y ont rien changé. Pas plus que la tonne de livres critiquant leurs méthodes. Pas plus que la mobilisation dans de nombreux pays de mouvements d'étudiants et de professeurs appelant à faire évoluer la situation. Pourquoi alors, dans ces conditions plutôt favorables, les hétérodoxes ont-ils échoué à changer les choses ?

Combien de divisions ?

L'économiste britannique Geoffrey M. Hodgson, un hétérodoxe, n'y va pas par quatre chemins. Il a publié l'an dernier un livre intitulé *L'économie hétérodoxe a-t-elle un avenir ?* et sa réponse penche clairement pour le non 1. Demander plus de pluralisme, c'est très bien, explique-t-il, mais pour s'imposer dans le débat intellectuel, il faut déjà être capable d'opposer à l'économie dominante une alternative consensuelle sur des sujets clés (la politique économique, les salaires, la mondialisation, etc.). Or, les hétérodoxes, éclatés en chapelles multiples, n'y sont jamais parvenus. Et les batailles peuvent faire rage à l'intérieur même de chaque chapelle. En France, par exemple, les « post-keynésiens », ceux qui se revendiquent directement des intuitions de Keynes (rôle clé de l'incertitude, de la monnaie, attention aux rapports de force sociaux et aux conflits de répartition...) sont divisés en pas moins de cinq courants 2 !

Pour la chercheuse à l'université Paris-Dauphine Anne-Laure Delatte, le problème tient

surtout à ce que « *les hétérodoxes ont fait l'erreur de rejeter les méthodes reconnues par la profession. Si vous voulez influencer l'économie dominante, il faut accepter de dialoguer avec ses représentants, sinon ils ne vous écoutent pas et vous restez marginal institutionnellement* ». Même son de cloche du côté de l'économiste américain Dani Rodrik, pour qui les économistes dominants « *sont fermés intellectuellement si vous leur dites : "vos méthodes ne sont pas valables". Mais ils sont très ouverts si vous leur dites : "vos méthodes sont bonnes, mais changeons tel aspect particulier, cela vous permettra de travailler avec des représentations plus proches de la réalité"* ». Nous avons nos habitudes de pensée et pour faire évoluer nos idées, il faut nous en proposer de meilleures en parlant notre langue » 3.

Parler avec le camp d'en face, pas de souci, « *mais pour dialoguer, il faut des gens ouverts d'esprit !* », s'exclame André Orléan, directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales. Quand Pierre Cahuc et André Zylberberg, défenseurs des économistes dominants, publient un livre contre les hétérodoxes, ils l'intitulent *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*, un pamphlet d'une rare violence qui recommande d'interdire du débat public les visions économiques considérées déviantes. Glaçant.

L'alternative n'est pas morte

En France, l'Association française d'économie politique (Afep) s'est constituée en 2009 pour promouvoir une autre façon de faire de l'économie. Elle se lance rapidement dans une bataille institutionnelle clé : créer une nouvelle section du Conseil national des universités (CNU) qui, à côté de celle des économistes dominants, pourrait recruter, sur des critères scientifiques rigoureux mais différents, des hétérodoxes. En décembre 2014, la ministre de l'Éducation nationale d'alors, Najat Vallaud-Belkacem, prend la décision de créer ce nouveau jury. Ce qui suscite une levée de boucliers des dominants, menée par les économistes Jean Tirole et Philippe Aghion, qui jouent de leur influence politique. Résultat : l'affaire remonte jusqu'à la présidence, et l'Élysée met son veto.

Depuis, rien n'a bougé. « *Le contexte macronien de surdité, voire de fermeture totale en ce qui concerne toute idée pluraliste, bloque tout*, explique Florence Jany-Catrice, présidente de l'Afep. *Sous cette mandature, nous n'avons jamais réussi à être reçus à un niveau politique décisif.* » « *Et ceux qui nous ont reçus ne comprenaient même pas de quoi on parlait !* », renchérit André Orléan. S'y ajoute le manque de budget chronique des universités : éliminer les hétérodoxes permet de laisser plus de place aux autres. Et tant pis pour la diversité des approches en économie et la qualité du débat démocratique.

Pourtant, Florence Jany-Catrice maintient un certain optimisme. L'Afep est forte de 850 membres : « *Un collectif s'est constitué qui ne disparaîtra pas. La démarche hétérodoxe suscite des vocations chez les jeunes étudiants.* » Plus généralement, les idées hétérodoxes infusent de manière informelle. Après la crise financière et la

pandémie, on comprend que le capitalisme est intrinsèquement instable, que la finance a besoin d'être régulée, que les questions environnementales ou les inégalités doivent être au cœur des réflexions des économistes, ce qui était loin d'être gagné il y a à peine quelques années.

Une fois à l'intérieur, pousser les murs

Tout cela est vrai, admet Anne-Laure Delatte, mais « *il y a des universitaires très prestigieux qui suivent les méthodes reconnues et se posent des questions qui remettent en cause le point de vue dominant : le coût du commerce international (Dani Rodrik), les inégalités (Thomas Piketty), l'évasion fiscale (Gabriel Zucman), etc.* » Et ils sont reconnus. Sur tous les sujets de politique économique, « *si vous voulez influencer le politique, il faut avoir été reconnu par les méthodes établies* ». Et d'ajouter : « *Si vous voulez mener une étude empirique originale, il faut des données ! Or, pour les récupérer ou simplement savoir qu'elles existent, il faut être "infiltré", être dans les bons réseaux, etc.* »

La meilleure stratégie ne serait-elle pas d'accepter de passer sous les fourches caudines de l'économie dominante pour, une fois à l'intérieur, pousser les murs ?

Bref, la meilleure stratégie ne serait-elle pas d'accepter de passer sous les fourches caudines de l'économie dominante pour, une fois à l'intérieur, pousser les murs ? En tout cas, pour Jean-François Ponsot, un hétérodoxe, professeur d'économie à l'université de Grenoble, « *les avancées ne se font pas par des révolutions venant de l'hétérodoxie, elles passent par les économistes main stream ouverts. Ce sont eux qui font vraiment bouger les choses. Il faut dialoguer avec eux, cela les incite à se poser des questions.* » Qui plus est, lorsque Thomas Piketty publie des papiers de recherche, il s'inscrit dans les méthodes du courant dominant, de même que Paul Krugman, Joseph Stiglitz ou Dani Rodrik. Ils ont bâti des réflexions solides qui justifient la régulation des marchés, la lutte contre les inégalités, un peu moins de mondialisation ou des réglementations environnementales. De quoi nourrir le débat démocratique.

« *On ne peut pas attendre d'avoir publié deux millions de livres ou d'avoir reçu le prix de la Banque de Suède en économie pour changer les choses, ou alors on va attendre longtemps !* », rétorque Florence Jany-Catrice. « *La critique interne à la discipline est totalement insuffisante pour analyser le capitalisme contemporain : il faut saisir l'aspect institutionnel de la monnaie pour comprendre son rôle. On peut, voire on doit, penser autrement le changement climatique que comme la dépréciation d'un capital naturel à partir d'une approche uniquement monétaire de la nature, etc. On a besoin de méthodes différentes, celles des économistes dominants restent trop limitées.* » Des limites que reconnaît volontiers Anne-Laure Delatte : « *Avec les méthodes empiriques actuelles et l'abondance des données, l'hyper spécialisation est récompensée. Il y a alors un risque qu'on perde en vision d'ensemble, et donc en pertinence, et que l'on ne s'ouvre pas aux autres.* »

Sortir de l'économie

C'est pourquoi les hétérodoxes sont de plus en plus nombreux à prendre une autre voie : sortir de l'économie. La socioéconomie, au carrefour de la sociologie et de l'économie, a bâti ses réseaux, ses revues, ses modes de reconnaissance. Dans les pays anglo-saxons, l'économie politique internationale, qui s'intéresse aux questions de pouvoir dans la mondialisation et se positionne à la croisée de la science économique, de la science politique et de l'histoire, dispose de ses masters, ses thésards, ses colloques, etc. Cette stratégie d'*exit* (sortie) permet aux chercheurs de faire avancer leurs idées dans un environnement propice. Mais en abandonnant l'économie.

Pour l'instant, c'est la seule voie possible, « *nous n'avons plus rien en commun avec le mainstream tant nous sommes devenus deux communautés scientifiques distinctes* », affirme la présidente de l'Afep. « *Si les décisions de recrutement de professeurs étaient décentralisées dans les universités, beaucoup d'entre elles procéderaient à des choix plus diversifiés* », indique André Orléan. Mais la décision d'autoriser un maître de conférences à devenir professeur appartient au CNU, dont une partie des membres sont nommés par le gouvernement. La décision politique joue donc un rôle clé. « *Elle ne nous est clairement pas favorable aujourd'hui* », regrette Florence Jany-Catrice. L'enseignement de l'économie en France est ainsi fait que c'est comme s'il n'y avait qu'une seule école de journalisme et que ses enseignants ne viennent que du *Figaro* ! « *Alors, nous allons actualiser notre bilan des recrutements pour montrer que les hétérodoxes sont en train d'être éliminés institutionnellement. Créer une nouvelle section du CNU reste notre objectif parce que c'est la seule solution. Il y aura des élections en 2022. On attend notre heure...* »

- 1. *Is there a Future for Heterodox Economics ?*, Edward Elgar, 2019.
- 2. *L'économie post-keynésienne. Histoire, théories et politiques*, par Eric Berr, Virginie Monvoisin et Jean-François Ponsot (dir.), Seuil, 2018.
- 3. Voir notre entretien du 22 novembre 2019 sur frama.link/bfe5J9tx

Alternatives Economiques n°406 - 11/2020